

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18230 - 71ÈME ANNÉE

La vérité de la crise doit être dite

37 ans pour résorber le chômage

Lors du Conseil politique du PCR dimanche dernier, Paul Vergès est intervenu notamment pour rappeler l'ampleur de la crise sociale. Si 10 emplois étaient créés tous les jours, il faudrait 37 ans pour résorber la totalité du chômage actuel.



Pour faire reculer le chômage, l'économie devrait adopter un rythme de créations d'emploi sans commune mesure avec ce que permet le système actuel. (photo Toniox)

Dimanche dernier à Sainte-Suzanne, le PCR a tenu un Conseil politique. L'instance dirigeante des communistes réunionnais a conclu ses travaux par un appel à un rassemblement pour un programme. Cette position a aussitôt été rendue publique lors d'une conférence de presse.

Le rendez-vous avec les journalistes a notamment présenté les éléments qui ont permis au PCR d'arriver à

cette conclusion. Le point de départ de cette analyse est la crise sociale qui place La Réunion dans une situation qualifiée de « hors norme » par une étude conjointe de l'INSEE et du Conseil général en 2013.

Ce sont des indicateurs très alarmants, et en premier lieu celui du chômage. En juillet dernier, La Réunion comptait près de 179.000 demandeurs d'emploi. Parmi eux, plus de 130.000 étaient totalement

privés de travail. Ce sont ces travailleurs qui constituent selon les critères de Pôle emploi la catégorie A. Ils deviennent alors pour le pouvoir et les principaux médias l'indicateur officiel. C'est en fonction de l'évolution du nombre de travailleurs inscrits dans cette catégorie que François Hollande décidera ou pas de se présenter à la prochaine élection présidentielle.

À raison de 10 emplois nouveaux par jour

À La Réunion, le nombre de chômeurs exceptionnellement élevé est le résultat de l'accumulation de l'échec des politiques menées depuis plus de 30 ans. Déjà en 1975, à une époque où la diffusion des chiffres du chômage n'était pas aussi transparente, le Conseil général avait piloté une étude indiquant que plus de 20 % des Réunionnais en âge de travailler ne pouvaient pas accéder à un emploi.

Au cours des débats du Conseil politique et lors de la conférence de presse qui a suivi, Paul Vergès est intervenu. Il a notamment évoqué la question de l'emploi et l'ampleur de la difficulté pour régler cette question.

Il a supposé qu'à La Réunion, il soit capable de créer 10 emplois par jour, tous les jours de l'année, et de les affecter à la lutte contre le chômage actuel. Cela ferait 3.650 emplois par an.

Pour que tous les travailleurs inscrits en catégorie A puissent sortir de cette situation, il faudrait un délai de 37 ans, a annoncé Paul Vergès.

Sujet absent des régionales

37 ans, c'était il y a quelque temps le nombre d'années de cotisation qui étaient nécessaires dans le secteur privé pour avoir droit à une retraite. Cela ramène donc à la durée d'une vie active.

Cette donnée montre l'ampleur de la tâche, a-t-il dit, et c'est aussi ce qui explique pourquoi les candidats ne placent pas cette question au centre de leurs annonces.

Le nombre de chômeurs à La Réunion est si important que personne ne peut dire qu'il a à lui seul des solutions pour libérer le pays de ce problème. C'est une vérité que la population doit connaître, mais que personne pour le moment n'a pris la responsabilité de dire clairement.

L'importance du rassemblement

En lançant dimanche son appel à un rassemblement pour construire un programme, le PCR souligne qu'aucun parti ne peut prétendre détenir à lui seul les clés qui permettront de sortir La Réunion de la crise. Quand les Réunionnais de 1945 étaient dans l'impasse, ils ont su unir des points de vue différents autour d'un objectif précis : sortir de la misère qui était liée à un système. Ce rassemblement a réussi, il a pu obtenir l'abolition du statut colonial. Force est de constater que ce travail de nos aînés continue de bénéficier aux générations actuelles. La malnutrition et le paludisme ne sont

plus les principales causes de décès, la mortalité infantile a considérablement reculé et elle se rapproche aujourd'hui du niveau des pays développés. D'autres problèmes ont alors émergé, dont celui du chômage. À raison de 10 emplois nouveaux par jour, il faudrait 37 ans pour tout régler dans le système actuel. Voilà qui rappelle l'importance du rassemblement, pour changer les perspectives et redonner l'espoir.

M.M.

Environnement

Michel Rocard à La Réunion

L'ancien Premier Ministre et ambassadeur pour les négociations internationales sur les pôles sera dans notre île à la fin du mois pour une série de conférences.

Dans le cadre des animations et réflexions initiées par l'Association COBATY BOURBON, Monsieur Michel Rocard, ancien Premier Ministre (1988 - 1991), séjournera à La Réunion, fin septembre, en tant qu'Invité d'Honneur 2015. Monsieur Rocard a donné son accord pour animer deux conférences et un dîner-débat autour des thématiques suivantes :

Le mardi 22 septembre, en partenariat avec le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale), au siège du Crédit Agricole, Parc Jean de Cambiaire, à Saint-Denis, de 18h30 à 20h : **La transition énergétique : un enjeu particulier pour les territoires insulaires.**

Le mercredi 23 septembre, au Domaine des Pierres, à Saint-Pierre : de 18h30 à 20h : **L'Economie bleue : une chance pour la France et les outremer**

Le jeudi 24 septembre, au Golf du Bassin Bleu, à Saint-Gilles : de 18h30 à 20h : Dîner-débat avec participation : **La Crise économique mondiale, en Europe et à La Réunion. Analyses et perspectives.**

Édito

La rentrée politique de Paul Vergès et du PCR bouscule les habitudes

Dans une semaine, le 7 septembre, les planteurs seront définitivement fixés sur leur avenir. Ce jour-là, le Conseil Européen se réunit avec à l'ordre du jour l'examen des propositions de la France en faveur des producteurs de viandes et de lait. Le PCR a profité du calendrier pour demander au président Hollande de présenter la demande de subvention de la filière canne-sucre réunionnaise. Si, la démarche n'aboutit pas, alors ce sera une preuve supplémentaire qui va enrichir l'acte d'accusation avancé par Paul Vergès qui considère que tout est fini! Le Sénateur aura-t-il une fois de plus raison ?

En tout cas, le silence des prétendants à la présidence de la Région et celui des pouvoirs publics sont symptomatiques du degré de déliquescence de la classe politique réunionnaise qui préfère se taire au lieu d'affronter le débat publiquement, comme le fait Paul Vergès. Sans débat, la vie politique n'existe pas. N'ayons pas peur de bousculer les médias qui masquent le manque de débat démocratique par des pseudo-sondages orientés, sans contradicteurs.

L'Appel lancé par le Conseil Politique du PCR pour un rassemblement responsable et transpa-

rent recentre les débats sur les fondamentaux du désordre social dans un notre pays qualifié de "socialement hors norme". Cela change de la sempiternelle référence à une tête de liste. L'objectif étant de gagner, il faut donc créer le rassemblement le plus large, sous le regard du peuple, impliqué à travers un Comité de Parrainage citoyens.

Par respect envers des Citoyens qui veulent le changement et la masse de gens qui souffrent, la plate forme programmatique est la condition essentielle de l'UNION tandis qu'une tête agit plutôt comme un facteur de division.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

4 ans après la vente à Téréos du groupe Quartier-Français

Édéna en passe d'être cédée à un groupe étranger

La boucle serait-elle en passe d'être bouclée ? Alors actionnaire de la Société sucrière de Quartier Français, le groupe Marbour avait cédé ses parts à Téréos ce qui a facilité le rachat par les planteurs de betteraves de la dernière usine sucrière de La Réunion. Après cette vente, Marbour avait investi dans Édéna. Mais hier, un communiqué a annoncé qu'une société mauricienne va racheter Édéna à Marbour. Cette décision confirme que le contrôle de l'économie de La Réunion échappe aux Réunionnais. Après l'énergie, le BTP, la grande distribution, l'industrie sucrière et les télécoms notamment, c'est le secteur des eaux en bouteille qui voit l'arrivée d'un groupe étranger à notre île en position dominante.

Le 19 février 2011, le Journal de l'île de La Réunion publiait un article dans lequel il donnait des détails sur la vente à Téréos de l'industrie sucrière de La Réunion. La coopérative française de planteurs de betteraves avait réussi à racheter les parts de plusieurs actionnaires de la holding Société sucrière de Quartier Français (SSQF). Parmi ces derniers figuraient le PDG de Marbour. C'est la SSQF qui détenait 100 % du capital du groupe Quartier français, qui était alors propriétaire de l'usine sucrière du Gol. Téréos avait réussi à s'engouffrer dans une brèche qui avait été ouverte par une coalition d'intérêts personnels. Après s'être désengagé de l'industrie sucrière, Marbour avait investi dans Édéna.

Le précédent de Quartier-Français

10 ans auparavant, Téréos avait réussi à s'implanter à La Réunion en rachetant les actifs sucriers du Groupe Bourbon. C'était ainsi que Téréos est devenu l'actionnaire majoritaire de l'usine de Bois-Rouge. Dans les deux cas, un groupe extérieur avait bénéficié des stratégies d'actionnaires réunionnais qui ont voulu se désengager d'un outil industriel stratégique pour rechercher ailleurs d'autres sources de profit. Pour La Réunion, cette straté-

gie a signifié la fin des usiniers réunionnais. Depuis 2011, la stratégie de l'industrie sucrière est donc entre les mains d'un groupe qui n'a pas La Réunion comme centre privilégié de ses préoccupations.

Il n'a donc fallu que 10 ans pour que le plus important patrimoine industriel réunionnais passe dans les mains d'une société qui n'a pas de lien historique avec La Réunion.

La direction de l'industrie quitte La Réunion

Hier, c'est une autre société industrielle qui a fait la une de l'actualité. Il s'agit d'Édéna. Selon les informations diffusées hier par Réunion Première, Phoenix Beverages Limited s'apprête à prendre le contrôle du distributeur d'eau en bouteille.

Si en nombre d'emplois, Édéna pèse beaucoup moins que le groupe Quartier Français, c'est un symbole fort. L'eau Édéna est souvent présentée comme un fleuron de l'industrie réunionnaise. Elle a ainsi accueilli des ministres. Ses bouteilles sont présentes dans toutes les boutiques à La Réunion.

Mais Marbour serait prêt à vendre la totalité de la société Édéna au groupe mauricien.

Voici quelques mois, un groupe malgache avait été préféré à une socié-

té réunionnaise pour acquérir Outremer télécoms que SFR-Numéricable était contrainte de céder. Si Édéna passait entre les mains de Phoenix, alors ce serait une nouvelle confirmation de la prise de contrôle de l'économie réunionnaise par des groupes extérieurs à La Réunion.

Quelle stratégie envisager si les leviers de décisions sont entre les mains de société pour qui La Réunion n'est pas la préoccupation essentielle ?

M.M.

Ouverture d'une nouvelle séance de discussions à Bonn

Climat : le pari des 2 degrés déjà perdu pour la COP21

Une nouvelle séance de négociation s'est ouverte hier à Bonn dans la perspective d'arriver à un accord à la Conférence de Paris sur le climat. Les organisateurs reconnaissent déjà qu'il ne sera pas possible de maintenir l'augmentation de la température moyenne de la Terre en dessous de 2 degrés, car les plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas assez ambitieux.

La nouvelle séance de négociations vers un nouvel accord universel sur le climat a commencé lundi, soutenue par le fait que plus de 50 pays couvrant presque 70 pour cent des émissions de gaz à effet de serre ont déjà déposé leurs plans nationaux d'action climatique à date, annonce le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC).

Le rythme des soumissions a été plus rapide que plusieurs avaient prévu, et plusieurs autres contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) sont attendues dans les prochaines semaines.

Les INDC doivent former un pilier central d'un nouvel accord universel sur le changement climatique que les gouvernements doivent conclure en décembre à Paris.

« La réponse jusqu'ici a souligné la forte volonté et l'intention des pays de conclure une entente efficace à Paris », a dit Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de l'UNFCCC.

« Par eux-mêmes, les INDC reçues avant Paris ne nous maintiendront pas sous une hausse de 2 degrés des températures pendant le siècle. Mais elles soulignent une fin importante et positive du statu quo et formeront la fondation essentielle pour atteindre le but ultime si les gouvernements s'entendent afin d'augmenter clairement les ambitions avec le temps », a dit Mme Figueres.

La réponse des INDC traverse les mondes développé et en développement

Plus de 95 pour cent des pays développés ont soumis leurs plans, conformément à leur responsabilité d'être des chefs de file dans la réduction des émissions.

Plusieurs pays en développement sur tous les continents, incluant certains des plus pauvres et plus vulnérables au changement climatique, ont aussi présenté leurs INDC, et environ la moitié incluent des actions nécessaires pour s'adapter aux impacts climatiques.

Les gouvernements du monde développé, les agences de l'ONU et les organisations intergouvernementales ont fourni un soutien aux pays en développement dans la préparation de leurs plans.

60 % de GES en plus depuis 1992

Du côté des ONG, des voix s'élèvent de plus en plus pour relativiser l'impact des INDC, et appelé les gouvernements à faire preuve de beaucoup plus d'ambition.

Dans un communiqué diffusé hier, ATTAC rappelle que « Les émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre, qui ont augmenté de 60 % depuis 1992, accélèrent le réchauffement climatique en cours. Les nouveaux records de chaleur en juillet, qui s'ajoutent aux sept premiers mois de 2015 les plus chauds jamais enregistrés, n'en sont que les dernières conséquences. Les conséquences sont de plus en plus dramatiques : chaque seconde, un

nouveau réfugié climatique est jeté sur les routes par une catastrophe liée au réchauffement de la planète ». Pour l'ONG, « Les 56 pays qui ont présenté leur feuille de route et qui représentent 60 % des émissions mondiales de CO₂, se sont engagés sur des objectifs minimalistes, y compris l'Union européenne et États-Unis ». « Tout retard pris en 2015 conduit à de nouveaux crimes climatiques, sans qu'aucune garantie ne soit apportée pour que ce retard puisse un jour être rattrapé », alerte ATTAC qui rappelle que « L'esclavage et l'apartheid n'ont pas disparu parce que des États ont décidé de les abolir, mais par des mobilisations massives qui ne leur ont pas laissé le choix ».

Importation de pierres de Madagascar

Il était une fois... la grippe espagnole

Nous avons connu, il n'y a pas si longtemps, le chikungunya, une épidémie qui a fait tant de mal aux Réunionnais. On se souvient de l'impréparation des services sanitaires et des conséquences qui s'en sont suivies. Plus loin de nous, d'autres épidémies ont fortement marqué la mémoire collective et nombre d'anciens ont encore en mémoire la grippe espagnole, qu'ils n'ont pas connue, mais dont leurs parents ou grands-parents en ont fait des relations effrayantes à leur intention. A lire ci-dessous un texte déjà publié dans témoignages avec l'aimable autorisation de l'auteur Robert Gauvin.

Un bateau du nom de "Madona"

Le 31 mars 1919, un grand bateau, le "Madona", se présente à l'entrée du Port de La Pointe des Galets. A son bord, il y a 1.600 soldats qui reviennent de la Première Guerre mondiale. Ah ! revoir son pays, revoir sa famille, ses frères et sœurs, et parfois une fiancée qui a si longtemps attendu. Il n'y a pas de plus grande félicité ; tout le monde est content : les uns rient, les autres pleurent, ou bien rient et pleurent à la fois ! Des dames de la bonne société apportent des cadeaux aux vaillants soldats : cigarettes et bouquets de fleurs !

C'est la fête, partout, sur les quais du Port et dans les maisons. Voilà, enfin, nos héros, nos vaillants guerriers, l'honneur de La Réunion, la gloire des armes.

Les premières rumeurs

Sitôt les soldats et leur famille partis, les condamnés que l'on a réquisitionnés et les dockers retirent du ventre du monstre - le bateau "Madona" - les marchandises ainsi que la terre qui a servi à lester le navire afin de le maintenir en équilibre sur l'eau. Tout va bien !

Mais quelques jours après, des rumeurs gagnent la capitale et les bourgs : on dit que certains condamnés sont tombés malades à la suite du déchargement du navire. Quelle est donc cette maladie ? Ne serait-ce pas la grippe espagnole ?

Que nenni ! Monsieur Brochard, le secrétaire général du gouverneur, le docteur Auber, directeur de la Santé, ne peuvent pas laisser circuler d'aussi folles rumeurs. Un démenti paraît dans les journaux : « Non, ce n'est pas la grippe espagnole, mais une grippe tout à fait ordinaire. Les gens ont tort de s'alarmer ! »

Les premiers morts !

La rumeur persiste et s'enfle. Ne dit-on pas que 80 condamnés et leurs gardiens sont tombés malades, ne dit-on pas que la maladie a déjà fait dix morts, seulement dans la capitale ? Ah ! Qu'en serait-il si ce n'était pas une simple grippe !

La polémique gagne le Conseil général, qui se réunit le 14 avril 1919... le conseiller Rossolin demande des informations sur l'épidémie. Épidémie, mais quelle épidémie, lui rétorque froidement Auber, « il n'y a pas d'épidémie ! ».

Les gens meurent comme des mouches !

Rien qu'à Saint-Denis, mille personnes regagnent la société où tout le monde, un jour ou l'autre, est invité, la société des ventres en l'air. Des morts, il y en a partout, et plus assez de cercueils... de bonne heure, le matin, on tire son mort par les pieds jusqu'au bord de la rue ou de la route. Des voitures bien spéciales viennent les chercher. Les soldats les prennent, qui par les bras, qui par les pieds, les balancent et les envoient choir sur le chargement macabre.

Le sens de l'humour malgré tout !

Devant le cimetière de Saint-Denis, les morts s'entassent, s'amoncellent ; on les dépose en strates dans les fosses communes. Les animaux, chiens et cochons rodent dans les environs à la recherche de quoi se sustenter.

Les Réunionnais ne perdent pas le sens de l'humour. Un homme éten-

du près du cimetière, mais seulement victime de l'abus des liqueurs fortes ; les soldats s'en emparent, prêts à l'expédier dans la charrette, mais le voilà qui prévient : « Pour moi, il faut attendre un petit peu ! » et de rire bruyamment.

L'épidémie prend fin rapidement !

On est le 11 mai 1919, subitement, un cyclone sec éclate ; il dure peut-être une heure environ, mais la maladie s'en va avec lui. Coïncidence ? Ou effet bénéfique réel ? Nul ne le saura jamais, mais on est bien content que l'épidémie s'arrête. La vie reprend son cours.

Mais l'épidémie a marqué les esprits pour longtemps et continue à le faire, rangée comme elle est dans nos tiroirs à malheurs aux côtés du cyclone 1948, des violentes coulées volcaniques... et qui sait, peut-être aussi de l'épidémie de chikungunya.

G-R - Gauvin

NDLR - A lire avec attention à l'heure où les fêzèr-d'frik annoncent l'importation de matériaux venant de Madagascar. L'auteur Robert Gauvin fait avec humour et précision d'historien cet épisode douloureux de notre histoire et les gens à mémoire courte seraient bien avisés de méditer ce texte. Envoyez-la à vos amis sur facebook ou d'autres réseaux sociaux, il y va de notre santé. N'oublions pas que chez nos amis malgaches, il y a encore la rage, la peste et d'autres maladies pouvant se développer en pandémies. Pensons-y alors qu'il est encore temps.

Une crise humanitaire poussant à la migration

850.000 Somaliens menacés par la famine

Une étude de l'ONU révèle que plus de 850.000 personnes font face à une insécurité alimentaire aiguë en Somalie. Cette crise va contribuer à amplifier celle des réfugiés, car faute de nourriture, des personnes tentent d'émigrer pour une vie meilleure.

La situation humanitaire en Somalie reste "alarmante" quatre ans après une famine dévastatrice qui a affecté plus de 850.000 personnes, selon la dernière étude d'évaluation alimentaire gérée par l'ONU publiée lundi.

« Les niveaux de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont critiques », a déclaré le coordonnateur humanitaire des Nations unies pour la Somalie, Peter de Clercq. « Les acteurs humanitaires et les donateurs ont empêché la situation d'être bien pire qu'elle ne l'est, mais nous avons tous besoin de faire plus. La

situation chez les personnes déplacées à l'intérieur est particulièrement préoccupante », a déclaré M. de Clercq.

En 2011, la Somalie a connu une famine dévastatrice, selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Les choses se sont améliorées entre temps, mais les besoins humanitaires demeurent importants et le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire continue de fluctuer autour de 3 millions. La capacité à absorber les chocs – que ce

soit les conflits ou les catastrophes naturelles - est très limitée », a souligné le rapport.

Les résultats de l'évaluation présentée lundi dans la capitale somalienne, Mogadiscio, « indiquent que la situation humanitaire du pays reste alarmante », a déclaré OCHA.

Les derniers résultats de l'évaluation conjointe de saison du pays révèlent que quelque 855.000 personnes à travers la Somalie seront en « crise et en urgence » en décembre 2015.

Commémoration de la victoire de la 2e Guerre mondiale

Le ministre des Affaires étrangères de Libye invité en Chine

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Al-Dairi, a quitté, lundi après-midi son pays, en direction de la capitale chinoise, Beijing, pour participer à la célébration du 70e anniversaire de la victoire de la Seconde Guerre mondiale, qui devrait avoir lieu, jeudi prochain, a annoncé le porte-parole officiel du ministère libyen des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire libyen, Rami Kaal.

En marge de la célébration des festivités, M. Al-Dairi aura un entretien avec son homologue chinois Wang Yi, pour échanger des moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays dans divers domaines et l'examen de la crise libyenne prévalant actuellement entre les protagonistes, a ajouté la même source.

M. Kaal a indiqué que les deux parties discuteront, également, des résultats des sessions du dialogue national et le paraphe du projet d'accord présenté par l'envoyé de l'ONU en Libye, Bernardnao Leon.

Le rôle prochain de Beijing et la coopération avec la Libye après la formation du gouvernement d'unité nationale dans la période à venir, seront, par ailleurs, au menu des entretiens.

52 bourses d'étude pour des Maliens

Au total, 52 boursiers dont 8 filles, qui ont bénéficié de bourses d'études chinoises, s'envoleront, le 8 septembre prochain, pour la Chine où ils poursuivront des études universitaires, a appris, lundi, la PANA auprès du ministère malien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Ils doivent se spécialiser dans divers domaines comme le commerce international, les sciences environnementales, la technique, le social, le droit international, l'hydraulique agricole, la sécurité informatique et la communication.

Le gouvernement chinois a offert, sans discontinuer, des bourses au profit des jeunes Maliens depuis 1963, ajoutant qu'au total, la Chine a formé 850 boursiers maliens qui comptent des titulaires de licences, de masters et de doctorats.

Oté

Sé konm si i domann in poul an awar dé dan !

Oté, ésplik a mwin konm zot i vé, ral isi, ral la ba, mi konpran pa so sosyété ki si tèt la, so sosyété an ki d'bol konm i di, défwa li lé aranzan èk désertin é mandoné pou dot lo kèr lé larz konm in fèy lo tin. Pètèt zot va di a mwin, li na lo drwa, vik li travay pou sa, pètèt va di ankor li la fé gro zétid pou sa, oila poukoué zordi li na lo drwa kapar tout mé, minm sa, oplis i ésplik a mwin, oplis mi konpran pa. Dopì dé trwa zour dann télé dann radio i an parl.

In dirizan gro lantropriz la ba déor i poz son démisyon pou kit son lantropriz pou artrou in ot. Li na lo drwa si li san lo zèrb lé pli vèr dan la kour son vwazin, mé konm i di, li la rorganiz a li, manière gingn kok shomin èk lo takon larzan lantropriz. Fasil pou li, vik sé li lo patron, li la byin drèss lo bor bann papié, pou byin ansèrv a li. Inn dan lot i di va fé, 14 milion zis pou li. In travayèr, in zouvrié kèlkonk kan li démisyonn, li sava ryink èk son vié linz. Lo minm i di, avan alé la mèt do lord, dan lantropriz.

li la siprim 10000 anplwa an dé zan, ryink pou la frans néna 600. Minm tan mi antan touzour dantélé èk radio, mi antan i di konm sa, oilali-oilala, lo kod di travay néna la poussièr dosi, lé 35 èr i donn bouton désertin, lantropiz i avans pi ni dovan ni déryèr, sépousa ni domann in lèd gouvèrnman. Mwin la antandi, in syndikat domann lo boug "An awar in pé lélégans, pou rofiz lo larzan". Mé baya, domann in shèf gro lantropriz an awar lélégans, sé konm si i domann in poul an awar dé dan !

Justin

« Bonèr d' shien la pa bonèr d'shat » - in kozman pou la rout

Mi pans sa plito in provèrb déor, mé arien vi ké kréol i yèm bien métisaz langaz konm lé z'ot métisaz. La pa pou arien nou sé in pèp métis ! shien èk shat ? Zot i koné sa dé zaimo, i di, k 'i antan pa – i fo sa pou in bon provèrb. Sans prop, ni oi a popré. Sans figiré ? lo bonèr dé sèrtin, i fé pa lo bonèr lé z'ot. In légzanp : la météo lé pa bon pou domin, la plui i sava donn paké. Pètète pou bann plantèr sé in bon z'afèr ! Pètète pou abate in pé la shalèr sa lé bon ! La gèr i pète : mové nouvèl pou déssèrtin, bon nouvèl pou bann marshann kanon ! Kosa zot i anpans, arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot maytyèr griz ! Zot va oir si rant-rant i ariv pa nou d'ète d'akor rantre nou. Ni artrouy pli d'van.